



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 15 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 9 décembre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoints, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir :

Mme MERCHADOU à M. BALDES, M. ELIAS à Mme DUBOURG, Mme BERNARD à Mme BAUDERE, M. INOCENCIO à M. LORIAUD, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL

Etaient excusés :

M. LIMINIANA, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

11 – AGENTS RECENSEURS - MODALITES DE REMUNERATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La réforme du recensement de la population introduite par la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité confie aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qu'elles désignent, la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population.

En contrepartie, les communes et les EPCI reçoivent de l'Etat une dotation forfaitaire dont la vocation est d'apporter une contribution au financement de l'opération : frais de fonctionnement et coût de personnel (rémunération et formation).

Cette dotation, basée sur la population et le nombre de logements, n'a pas de lien direct avec la rémunération versée par la collectivité aux agents recenseurs.

Le montant de cette dotation forfaitaire pour notre commune s'élèvera à 10 223,00 €.

Le recensement se déroulera du 21 janvier au 20 février 2015. Le territoire communal est décomposé en 14 districts.

Afin de réaliser cette mission dans les meilleures conditions, il est nécessaire de recruter environ 16 agents recenseurs dont 2 suppléants).

Il appartient au conseil municipal de définir les modalités de rémunération de ces agents recenseurs.

Afin d'assurer une équité de traitement entre les différents intervenants, la rémunération au feuillet (feuillet habitant – feuillet logement) a été privilégiée.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la rémunération desdits agents recenseurs sur la base d'une rémunération de 1,50 € par habitant et de 1 € par logement,
- de rémunérer les deux demi-journées de formation sur la base du taux horaire du SMIC,
- d'autoriser l'encaissement de la dotation forfaitaire de l'Etat au budget principal M14 au chapitre 74 et à l'article 7484.

Les crédits seront prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 7 décembre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 18/12/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151215-23901-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

